

Vu la loi n° 75-83 du 30 décembre 1975, portant loi de finances pour la gestion 1976 et notamment les articles 28 et suivants ayant pour objets la transformation de la C.N.R. et de la C.P.S. en un seul établissement public dénommé Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale;

Vu la loi n° 80-32 du 26 mai 1980, portant création de l'Office de Mise en Valeur des périmètres irrigués de KAIROUAN;

Vu le décret n° 80-1270 du 30 septembre 1980, portant organisation et fonctionnement de l'Office de Mise en Valeur des périmètres irrigués de Kairouan;

Vu la loi n° 81-70 du 1er août 1981 modifiant la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 et notamment son article 7 stipulant que les agents de l'Office de Mise en Valeur des périmètres irrigués de KAIROUAN, sont régis en ce qui concerne leur statut et leur rémunération par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux personnels de l'Etat des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu l'avis des Ministres du Plan et des Finances et de l'Agriculture;

Vu l'avis du Tribunal Administratif;

Décrétons :

Article Premier. — Les personnels statutaires, employés et ouvriers titulaires et temporaires, occupant des emplois permanents à la loi des cadres de l'Office de Mise en Valeur des Périmètres Irrigués de Kairouan sont affiliés à la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale.

Art. 2. — Ces personnels bénéficieront selon leur catégorie des dispositions de la loi susvisée n° 59-18 du 5 février 1959 de la loi susvisée n° 59-37 du 28 mars 1959, du décret-loi susvisé n° 70-4 du 14 septembre 1970 et de la loi susvisée n° 72-58 du 29 juillet 1972.

Les services accomplis par les intéressés antérieurement à la date d'application du présent décret peuvent être pris en compte pour la retraite sous réserve.

a) pour ceux d'entre eux déjà affiliés à un autre organisme de retraite de transfert à la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale du montant de la retenue pour pension à la charge de l'affilié ainsi que la contribution patronale.

b) pour ceux qui ne font partie d'aucun organisme de retraite du versement de la totalité des retenues rétroactives et des subventions exigibles en vertu de dispositions des articles 5, 8 et 11 de la loi susvisée n° 59-18 du 5 février 1959.

Le calcul des retenues se fera sur la base du traitement afférent à l'indice d'intégration.

Art. 3. — Les émoluments soumis à retenues pour pensions des personnels statutaires visés aux articles précédents sont ceux soumis à retenues pour pension des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif.

Art. 4. — Les Ministre du Plan et des Finances et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 23 août 1982

P. le Président de la République Tunisienne
et par délégation
Le Premier Ministre
Mohamed MZALI

Décret N° 82-1183 du 23 août 1982, portant affiliation à la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale des Personnels de l'Office de Mise en Valeur des Périmètres Irrigués de Gafsa-Djerid.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

Vu la loi n° 59-18 du 5 février 1959, fixant le régime des pensions civiles et militaires des retraites, ensemble des textes qui l'ont modifiée ou complétée;

Vu la loi n° 59-37 du 28 mars 1959, étendant le bénéfice du régime des pensions de retraite institué par la loi susvisée n° 59-18 du 5 février 1959 à diverses catégories de personnels, telle qu'elle a été modifiée par le décret-loi n° 70-3 du 14 septembre 1970;

Vu la loi n° 59-38 du 28 mars 1959, portant affiliation de certaines catégories de personnels temporaires à la Caisse Nationale de Retraite telle qu'elle a été modifiée par le décret-loi n° 70-4 du 14 septembre 1970;

Vu la loi n° 68-12 du 3 juin 1968, portant statut général des personnels de l'Etat des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu la loi n° 72-56 du 29 juillet 1972, étendant le bénéfice du régime des pensions de retraite institué par la loi n° 59-18 du 5 février 1959 à certaines catégories de personnel;

Vu la loi n° 72-58 du 29 juillet 1972, étendant la retraite à certaines catégories de personnel;

Vu la loi n° 74-101 du 25 décembre 1974, portant loi de finances pour la gestion 1975 et notamment les articles 38 et 39 réglementant le régime des retraites;

Vu la loi n° 75-83 du 30 décembre 1975, portant loi de finances pour la gestion 1976 et notamment les articles 28 et suivants ayant pour objets la transformation de la C.N.R. et de la C.P.S. en un seul établissement public dénommé Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale;

Vu la loi n° 80-32 du 26 mai 1980, portant création de l'Office de Mise en Valeur des périmètres irrigués de GAFSA-DJERID;

Vu le décret n° 801269 du 30 septembre 1980, portant organisation et fonctionnement de l'Office de Mise en Valeur des périmètres irrigués de Gafsa-Djerid;

Vu la loi n° 81-70 du 1er août 1981 modifiant la loi n° 80-88 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour la gestion 1981 et notamment son article 7 stipulant que les agents de l'Office de Mise en Valeur des périmètres irrigués de Gafsa-Djerid, sont régis en ce qui concerne leur statut et leur rémunération par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux personnels de l'Etat des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu l'avis des Ministres du Plan et des Finances et de l'Agriculture;

Vu l'avis du Tribunal Administratif;

Décrétons :

Article Premier. — Les personnels statutaires, employés et ouvriers titulaires et temporaires, occupant des emplois permanents à la loi des cadres de l'Office de Mise en Valeur des Périmètres Irrigués de Gafsa-Djerid sont affiliés à la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale.

Art. 2. — Ces personnels bénéficieront selon leur catégorie des dispositions de la loi susvisée n° 59-18 du 5 février 1959, du décret-loi susvisé n° 70-4 du 14 septembre 1970 et de la loi susvisée n° 72-58 du 19 juillet 1972.

Les services accomplis par les intéressés antérieurement à la date d'application du présent décret peuvent être pris en compte pour la retraite sous réserve.

a) pour ceux d'entre eux déjà affiliés à un autre organisme de retraite, de transfert à la Caisse Nationale de Retraite et de Prévoyance Sociale du montant de la retenue pour pension à la charge de l'affilié ainsi que de la contribution patronale.

b) pour ceux qui ne font partie d'aucun organisme de retraite, du versement de la totalité des retenues rétroactives et des subventions exigibles en vertu de dispositions des articles 5, 8 et 11 de la loi susvisée n° 59-18 du 5 février 1959.

Le calcul des retenues se fera sur la base du traitement afférent à l'indice d'intégration.

Art. 3. — Les émoluments soumis à retenues pour pension des personnels statutaires visés aux articles précédents sont ceux soumis à retenues pour pension des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif.

Art. 4. — Les Ministre du Plan et des Finances et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 23 août 1982

P. le Président de la République Tunisienne
et par délégation
Le Premier Ministre
Mohamed MZALI

NOMINATIONS

Par décret N° 82-1184 du 23 août 1982 :

Monsieur Chakroun Mohamed Larbi, ingénieur principal est chargé des fonctions de sous-directeur de la recherche agricole à la direction de l'enseignement de la recherche et de la vulgarisation relevant du Ministère de l'Agriculture.

Par décret N° 82-1185 du 23 août 1982 :

Monsieur Mokhtar Khaddèche, inspecteur principal est chargé des fonctions de sous-directeur des inspections pédagogiques et techniques à la direction de l'enseignement de la recherche et de la vulgarisation relevant du Ministère de l'Agriculture.

Par décret N° 82-1186 du 23 août 1982 :

Monsieur Abdelmajid Tlemçani, ingénieur principal est chargé des fonctions de sous-directeur des programmes des études à la direction de l'enseignement de la Recherche et de la vulgarisation relevant du Ministère de l'Agriculture.

Par décret N° 82-1187 du 23 août 1982 :

Monsieur Ben Salha Mohamed Salah, ingénieur en chef est chargé des fonctions de sous-directeur des enseignements et de la formation professionnelle agricole à la direction de l'enseignement de la recherche et de la vulgarisation relevant du Ministère de l'Agriculture.

Par décret N° 82-1188 du 23 août 1982 :

Monsieur Gharsallah Khelifa, ingénieur principal est chargé des fonctions de chef de service de la coordination de la recherche à la direction de l'enseignement de la recherche et de la vulgarisation relevant du Ministère de l'Agriculture.

Par décret N° 82-1189 du 23 août 1982 :

Monsieur Boussen Mohamed, administrateur principal est chargé des fonctions de chef de service de l'orientation à la direction de l'enseignement de la recherche et de la vulgarisation relevant du Ministère de l'Agriculture.

Par décret N° 82-1190 du 23 août 1982 :

Monsieur Abdelhamid Najjar, ingénieur des travaux de l'Etat est chargé des fonctions de chef de service de la formation professionnelle agricole à la direction de l'enseignement de la recherche et de la vulgarisation relevant du Ministère de l'Agriculture.

Par décret N° 82-1191 du 23 août 1982 :

Monsieur Gharbi Ismaïl, ingénieur principal, est chargé des fonctions de chef de service économique et financier à la direction de l'assistance aux petits et moyens exploitants relevant du Ministère de l'Agriculture.

Par décret N° 82-1192 du 23 août 1982 :

Madame Chebeane Hassiba, Ingénieur des travaux de l'Etat est chargée des fonctions de chef de service des enseignements agricoles à la direction de l'enseignement de la recherche et de la vulgarisation relevant du Ministère de l'Agriculture.

Par décret N° 82-1193 du 23 août 1982 :

Monsieur Ben Ahmed Mohamed Ali, ingénieur des travaux de l'Etat, est chargé des fonctions de chef d'arrondissement de l'assistance aux petits et moyens exploitants, au commissariat régional au développement agricole de Béja relevant du Ministère de l'Agriculture.

Par décret N° 82-1199 du 23 août 1982 :

Monsieur Chamli Abdelkrim, ingénieur principal est chargé des fonctions de chef d'arrondissement de la production végétale au commissariat régional au développement agricole de Monastir relevant du Ministère de l'Agriculture.

RECTIFICATIF

Rectificatif au J.O.R.T. n° 53 des 3 et 6 août 1982

Arrêté du Ministre de l'Agriculture du 21 juillet 1982, relatif à l'ouverture et à la fermeture de la Chasse pendant la saison 1982-1983.

Rétablir le paragraphe 4 de l'article 16 comme suit :

4) de la glue et toutes drogues susceptibles d'enivrer ou de détruire le gibier.

L'emploi des armes à feu pour la chasse est seul permis. Cependant les fusils à plus de trois coups, les fusils munis de silencieux, les armes rayées et les carabines de 9 m/m sont interdits. L'utilisation de la chevrotine est interdite.

La chasse de nuit et la chasse en temps de neige sont interdites.

(Le reste sans changement)